

Edito

Banque - l'ère « OMC » approche !

Le monde attend avec impatience de voir comment la Chine ouvrira son **marché financier** au 1er janvier 2007, selon sa promesse à l'OMC. La levée complète de la 'grande muraille' semble inconcevable, face à une banque locale loin d'être prête.

La « libération du secteur » que vient de proposer Pékin, confirme ce pressentiment. Elle ouvre à la concurrence un volet manquant de son secteur des capitaux, mais avec une entrave inédite, 1^{ère} mondiale. D'autre part, cette finance chinoise en gestation ne se fait pas qu'avec des règlements, mais aussi par la gestion de la tutelle, qui autorise ou bloque à son gré les alliances de demain !

Le 29/8, la tutelle **CBRC** offrit à 30 banques étrangères, au 1^{er} janvier 2007, le **commerce du RMB aux particuliers**, moyennant cette condition jamais réclamée auparavant : **l'incorporation comme firme chinoise** de ses agences jusqu'alors gérées de l'étranger.

Pour être éligibles à la licence, les nouveaux groupes devraient avoir **97M€ de capital!** La mesure semble le fruit d'un lobbying des 4 grandes banques publiques (53% du marché), et frappe les groupes qui prétendaient **les concurrencer sous leur marque-« brand »**, tels **Citibank, HSBC et Standard Chartered**. Les autres, vivant de l'investissement financier et/ou visant une expansion via les banques locales, peuvent vivre avec.

L'offre chinoise a donc pour but de :
- freiner les C^{ies} voulant imposer leur marque,
- permettre un meilleur contrôle de ces étrangères susceptibles d'attirer une forte épargne,
- diviser les étrangers, et accessoirement,
- écrémer une partie des candidats actuels à ce futur marché du RMB au comptoir.

NB : effet peut-être imprévu par la CBRC, cette future banque « incorporée » travaille avec son propre capital et non celui de la maison-mère, contre qui l'Etat ne pourra plus se retourner en cas de faillite !

D'autre part, l'ouverture imminente du marché bancaire, voit de nombreuses tractations, encouragées par l'Etat, pour faire naître des groupes hybrides, mutants nouveaux. 9 de telles entités mixtes ont émergé en 18 mois (35MM\$ injectés), et 9 autres « au four », avec participation étrangère max de 20 à 25%. Ainsi, la **Guangdong Development Bank** a deux fiancés —un de trop :

- **Société Générale avec Sinopec, Baosteel, Shide et Caisse des Dépôts (Canada)**,
- ou **Citibank avec COFCO et China Life**. La seconde remise d'offres s'achève.

Le choix serait depuis longtemps fait. Cette alliance-là changera toute la donne : avec 501 agences chinoises à lui seul, contre 181 à la totalité des banques étrangères, le vainqueur jouera dans la cour des grands chinois, tout en sachant, lui, gérer ses avoirs !

La photo de la semaine



Le Góteborg (Suède), trois-mâts géant, à la recherche de l'escale perdue—à Shanghai (29/08)

Un scandale shanghaien, aux relents de succession !

Ciblé depuis juil. par 100 limiers de la **jilüjiancha (纪律检查)**, police du Parti, un **scandale financier** éclate à Shanghai avec en filigrane, **une lutte pour les rênes de la ville**. Député et chef de la sécurité sociale municipale, un des dauphins du pouvoir, **Zhu Junyi**, est accusé d'avoir baillé 300M€ de son institution (30% des avoirs) à **Zhang Rongkun**, 16^{ème} fortune de Chine, qui les a investis dans l'autoroute Shanghai-Hangzhou. Zhu aurait aidé d'autres fiefs comme **Shanghai Electric**, dont 3 patrons viennent d'être limogés : **Wang Chengming, Han Guozhang**, et **Zhang** le millionnaire aux dons d'ubiquité, détenant 8% du groupe n°1 nat'l de la centrale thermique ! Pékin tente de rapatrier tous ces fonds !

Les prêts auraient été facilités par 2 hauts cadres, **Qin Yu**, maire du district de **Baoshan** et **Zhou Pengyu** vice-maire de Shanghai. Tous sont aux arrêts, même si la mairie récusé entre eux tout lien. L'affaire a un filigrane politique : à 40 j. du Plénum du **Comité Central**, au cœur d'une campagne de renouvellement de tout l'appareil, avant le XVII. Congrès d'octobre 2007, qui doit être celui du pouvoir sans conteste de **Hu Jintao**. Ce coup de filet, ces révélations au compte-gouttes visent **Chen Liangyu**, ex-maire et Sec. politique de Shanghai, aujourd'hui au Politbureau. Et derrière lui, **Jiang Zemin** l'ex-Prsdt dont Chen est le bras droit. Jiang conserve à Shanghai son ultime base de pouvoir. Qin

Yu était le secrétaire de Chen. Pékin ne laisse aucun doute sur ses intentions, à travers cet édit de **China Daily (30/9)** qui appelle à frapper « les hauts cadres qui détournent l'argent de la sécurité sociale », notoirement déjà trop pauvre pour assumer sa mission et payer hôpitaux et pensions... **NB** : Un autre scandale avait lieu à Sh'ghai en 2003 : l'expropriation frauduleuse de 10^{èmes} de milliers de citadins par un autre chevalier d'industrie, **Zhou Zhengyi**, proche de **Huang Ju**, qui régnait alors sur Shanghai, comme (autre) homme lige de Jiang. L'affaire avait été étouffée par Jiang, au nom du renom de la ville : seul Zhou avait été —un peu— puni. Cette fois ci, Pékin semble tenir sa revanche !

Législations nouvelles—le cru 2006 !

A l'issue de sa session le 28/8, le bureau de l'ANP a promulgué 3 lois importantes, **économiques et politiques**, débattues par les élus depuis des années :

☑ La **loi révisée des JV** vient maintenir le rythme des investissements étrangers : elle intègre les formes les plus récentes de JV entre firmes chinoises et étrangères, clarifie la taxation, simplifie mariages et divorces.
☑ Sortant après 12 ans de douleurs, la **loi de la faillite** veut clarifier la cession des actifs faillis (cf « JV », p.2). Elle précise les modalités de la liquidation, avec priorité aux débiteurs, sauf pour 2000 **GEE**, où l'Etat reste prioritaire - pour avoir les moyens de financer le volet social des fermetures.

☑ Pour la **loi de la supervision**, 20 ans de débats traduisent la contradiction entre le désir de corriger les abus des cadres et des juges, et le souci de protéger leurs prérogatives. Selon la loi, à chacun des 4 niveaux de pouvoir, les parlements pourront amender verdicts et règlements, et réduire l'arbitraire.

Durant cette session, d'autres lois de type « social » furent débattues et faute de maturité, furent reportées.

☒ Les **lois antidroge**, et contre le **blanchiment d'argent** tentent d'enrayer des dérives mafieuses en expansion. Le blanchiment voit en 2005 un sextuplement des affaires, à 1MM€ de chiffre pour les seules découvertes. Les trafiquants passent à des stupéfiants plus sophistiqués, des réseaux plus violents, forçant les élus à chercher d'autres moyens de lutte, comme une coop resserrée entre polices provinciales.

☒ La **loi de protection des mineurs** prépare 25 actions, comme la répression des abus des profs (**coups ou insultes, causes de suicide juvénile**), l'interdiction d'entrée au café internet, de l'achat de tabac et alcool.

☒ Sur le tapis depuis '02, la **loi de la propriété** doit combattre l'expropriation abusive, mais de forts intérêts veillent, qui obtiennent ainsi des années de sursis! **NB** : croquemitaine de firmes comme **General Electric** ou **Microsoft**, la **loi des monopoles** sera pour plus tard. Elle prévoit d'imposer que toute firme détenant plus de 50% du marché national d'un produit soit soumise à enquête sur des **pratiques déloyales** (cartel, position dominante), avec amende éventuelle, jusqu'à 10% du profit local du groupe!

Les « travaux forcés » de l'ipod d'Apple

Pour **Apple Computer**, les tracas commencèrent en juin dans le britannique **Sunday Mail**, par un reportage accusant les « travaux forcés » à **Shenzhen**, des 30.000 ouvriers aux chaînes de montage de l'**Ipod**, son légendaire baladeur numérique.

Le montage juridique était pourtant sans faille : Apple déléguait la fabrication au taiwanais **Foxconn**, via sa filiale cantonnaise **Hong Fu Jin**. Mais rien à faire, l'affaire suivit son cours : le 15/6, **China Business News (Shanghai)** renchérisait, dénonçant les 15h de labeur quotidien, souvent plus de 6 jours sur sept (à moins de 50 €/mois), et l'emploi de mineurs—interdit en Chine. Apple envoya ses enquêteurs sur place : 10 semaines plus tard, Hong Fu Jin était absous de la charge de travail d'enfants, mais non de dérapages par rapport au code moral d'Apple, qui demanda une remise en conformité. Hong Fu Jin alors, fin août, porta la crise à son paroxysme en déposant plainte contre les deux auteurs du reportage chinois, réclamant **3M€** de dommages. Or, immédiatement, la cour de Shenzhen sembla lui prêter foi, en obtenant le gel des comptes bancaires des accusés...

L'affaire est très suivie par l'opinion (2M d'internautes s'expriment sur leurs forums), du fait de la collision de plusieurs agents émotionnels. ① Comme bien des patrons locaux, certains étrangers (surtout Chinois de la diaspora, Taiwan ou HK) imposent aux salariés des cadences d'enfer, pour des paies indignes : trop souvent, la presse locale fait l'amalgame ! ② Traquée par les coûts, Canton a du mal à résister à la délocalisation vers les provinces de l'intérieur, et lutte pour ses emplois. Hong Fu Jin en compte 200.000. ③ Cette plus grosse affaire de diffamation dans l'histoire judiciaire chinoise, opposait deux puissances montantes —industrie (de Canton), et presse (de Shanghai) ! En fin de compte, Hong Fu Jin rabat (31/8) ses prétentions à 0,1€ de préjudice moral, permettant à l'affaire de se dégonfler. Ce retour à la raison fut inspiré par la vigoureuse défense du journal (*soutenu par toute la presse*), par le client Apple, et peut être aussi par le pouvoir central, rassuré sur le sérieux d'Apple quant au respect du droit du travail sur son sol, et qui dès lors, n'avait rien à gagner à ce mauvais procès!

约会 RENDEZ-VOUS

- 5-7/09, Shanghai Moda
- 6-9/09, Shenzhen, China Opto-electronics
- 6-8/09, Pékin, Inter Airport China
- 4-6/09, Shanghai : Int'l FoodTec

钱

ARGENT

■ Même une hausse en passagers de 15% au 1^{er} semestre (74M), n'a pas pu épargner à **Air China (AC), China Eastern (CE) et China Southern (CS)** la fonte des profits. CE a triplé ses pertes à 27M\$, CS annonce un trou de 103M\$. Seul AC garde 57,6 M\$ de profits (-22,5%). Les transporteurs évoquent la hausse du fuel (+22% sur 12 mois), responsable de 40% de leurs frais. Air China s'en tire le mieux, grâce à ses lignes étrangères, source de 48% de ses clients, et au kérosène moins cher (42M\$ d'épargne). D'autres frais viennent de leurs filiales fraîchement acquises. CS n'a pas encore digéré **Xinjiang ni Northern**. CE n'a pas intégré **Yunnan, Northwest et Wuhan Airlines**. AC —encore lui— va mieux, après avoir achevé l'intégration de **Southwest** ! Pour les dépanner, au 1/09, la tutelle **CAAC** leur vote une hausse pétrolière du billet d'avion de 30 à 100¥. Mais **Citigroup** trouve à ces déboires 2 raisons plus plausibles : la guerre des prix, et la faible gestion. Un fait viendrait à point pour remplumer ces firmes : une hausse du ¥, tranchant dans leurs dettes en \$! En dépit de ces turbulences, ces firmes poursuivent leur croissance : CS a signé pour 50 Airbus 320 en juillet, CE en reçoit 16 d'ici décembre... « Marche ou crève » pour empêcher leur part des +9,6% de marché jusqu'en 2009, promis par l'**IATA** !

合资企业

JOINT VENTURE

■ **Huarong**, agence d'Etat de défaillance, vient de signer la 1^{ère} JV de commercialisation d'actifs faillis. Il était temps : en 7 ans, depuis leur fondation, Huarong et ses trois homologues nationaux ont hérité pour **327MM\$** de maisons en panne, n'ont pu en écouler que 33%, et n'en ont tiré que **22MM\$**. Or, le total des autres faillites attendant leur tour, atteint 175MM\$ selon l'Etat, 650MM\$ selon l'étranger. Chiffres qui rendent inévitable la dérégulation. Au capital de **224M\$, Rongde** la JV basée à Pékin, est tenue à 51% par Huarong, à 35% par **Cathay Capital (filiale AIG / Deutsche Bank)**, 14% par **IFC**, bras commercial de la **Banque Mondiale**. En juillet **Cinda**, autre agence de défaillance créait avec **Commonwealth** (1^{ère} banque australienne de détail) 1st **State-Cinda**, JV de gestion de fonds d'invest en actifs faillis. Avec la nouvelle loi sur la faillite, ce sont ainsi 3 outils nouveaux pour disposer des EE défuntes : témoins de l'effort intense du pouvoir, pour régler ce problème, et liquider ce poids du passé !

■ Cette nouvelle illustre les relations complexes entre Chine et **Taiwan**, dans le domaine des **semi-conducteurs**. Le 25/8 à **Alameda (USA)**, le taiwanais **TSMC**, n°1 mondial des puces « à fa-

çon » (50% du marché), attaque le shanghaien **SMIC** (n°4, 7%) pour piratage de ses produits et intrusion sur ses marchés, violant une entente judiciaire. Or, SMIC doit sa naissance en 2000 à **Richard Chang** son PDG taiwanais passé sur l'autre rivage avec des plans, brevets et fichiers commerciaux de TSMC. En 3 ans, depuis ses usines de Pékin, Shanghai, Tianjin, Wuhan, SMIC inonda le monde de puces qu'il vendit bon marché - la recherche ne lui avait rien coûté. En justice, SMIC avait accepté en 2005 de verser 175 M\$ en 6 ans. Curieusement, les firmes s'entendaient pour « partager leurs licences jusqu'en 2010 », mais non les modèles ni les marchés. Or, TSMC affirme que SMIC aurait violé ces 2 derniers engagements. Avec pour preuve présumée, une puce chinoise où apparaît son propre logo, mal gommé... Pour ce déni du rival, TSMC réclame 100M\$ de plus : lourd montant, sur un marché à faible marge. Mais il est impensable que Pékin, pour une telle pécadille, lâche une de ses industries stratégiques!

■ Fêté à **Brasilia** par le Prsdt **Lula** et **Wu Bangguo**, Prsdt de l'**ANP** en tournée latino, un contrat de **100 avions** échoit à **Embraer**, pour **2,1MM€**. Pour le constructeur brésilien, c'est la prime, pour avoir consenti d'ouvrir une usine chinoise. 50 appareils **E145** de 50 places seront montés à **Harbin (Heilongjiang)**, 50 **E190** de 106 places, plus récents, à Sao José, Brésil. Fait rare, le contrat est assumé à 100% par un transporteur, **Hainan Airlines**. Ce contrat est mauvaise nouvelle pour son concurrent canadien **Bombardier**, pénalisé pour n'a pas voulu transférer sa technologie, au risque de former sa concurrence future.

NB : dans le créneau des plus gros appareils, **Airbus** a accepté de « jouer chinois », installant sa chaîne d'**A320 à Tianjin**, et **Boeing**, a refusé.

政治

POLITIQUE

■ Après le gel sine die en juillet des négociations de la ronde de **Doha**, **Susan Schwab**, émissaire US au commerce, était à Pékin pour murmurer qu'une relance ne pouvait avoir lieu sans offre par la Chine de concessions, qu'elle refusait toujours à ses 144 partenaires de l'OMC. Schwab pria aussi la Chine d'ouvrir enfin son marché aux services américains, et de faire respecter ses brevets. La phase transitoire d'accession chinoise à l'OMC est achevée : fraudes et passe-droits deviennent inadmissibles... **Bo Xilai**, son hôte (min. du commerce) renvoya la balle : « oui à des concessions de notre part pour l'OMC... mais faites (l'U.E aussi) le 1^{er} pas » - sous forme de démantèlement de leurs subsides agricoles. Echange stérile en apparence donc, mais cette réponse n'est peut-être pas définitive : la Chine

sait que le maintien de son refus aux demandes multilatérales comme bilatérales, ne peut que lui nuire, débouchant sur rétorsions et protectionnisme... Seul déblocage possible : des concessions chinoises, à l'OMC et aux blocs partenaires. On sera vite fixé : un délai supplémentaire pour les palabres mondiales est relancé jusqu'à mars 2007, au plus tard !

■ Pour la liaison à grande vitesse Shanghai-Pudong-aéroport, le 11/08 fut le jour de l'incident de trop. Fleuron de la technologie allemande, le train **Maglev** subit en gare de **Longyang** un incendie dans le 2^d wagon, au caisson des accumulateurs, contre le compartiment passagers. Plus de peur que de mal, mais ce n'était pas le 1^{er} problème sur cet outil de pointe. Deux ans plus tôt, le remplacement d'un câble avait causé des mois d'immobilisation. Le Maglev avait été implanté à Shanghai fin des années '90, moyennant un apport public allemand de 500M\$, dans l'espoir d'équiper la ligne Pékin-Shanghai. Son instabilité lui avait fait perdre cette chance. « Prix de consolation », on discutait d'une extension de 220km vers Hangzhou : les débats achoppèrent en mai '06, lors de la visite de la chancelière **Angela Merkel**, sur l'étendue du transfert de technologie, et le partage des coûts. Après le dernier incident, les chances d'un agrément « avant fin 2006 » comme envisagé à l'époque, sont compromises : pompiers de Shanghai et experts de **Transrapid (le développeur, consortium Siemens/Thyssen Krupp)** s'opposant même sur l'origine de la défaillance !

■ Cette semaine, **Mao Rubai**, patron de l'écologie à l'ANP, **Zhou Shengxian**, min. de la **SEPA** lancent la même alarme: l'environnement chinois se dégrade vite. L'effort effréné de construction de centrales thermiques plonge forêts, rizières et villes dans le smog, au coût estimé à 50MM€/an. Ce qui explique le projet de **Huaneng**, 1^{er} électricien de Chine, d'investir 31MM\$ en 15 ans, en centrales classiques et d'énergie renouvelable. La SEPA, pour sa part, prépare un projet unique au monde, comme outil d'un gouvernement : la mise en vente de droits d'émission de dioxyde de soufre. Déjà astreintes à un plafond d'émission de CO₂, les centrales incapables d'honorer leurs quotas, devront investir dans tels droits, près de 700M€/an, dont le fruit financera des projets d'énergie propre. A l'inverse, celles émettant moins que leur quota, pourront vendre en bourse leur « excédent ». Calqué sur le **protocole de Kyoto**, ce système d'avenir fonctionnera dès qu'une loi aura fixé les règles du jeu - peut-être dès 2007. Il s'ensuivrait, croit la SEPA, une hausse du coût de l'électricité de 0,1 centime d'€ au Kw/H ! □

老百姓

PETIT PEUPLE : pas de striptease funéraire à Donghai !

La Chine abonde en ses régions, de rites rares et étranges. Au Jiangsu par exemple, à Donghai, pour célébrer le décès du père Liang, sa riche famille commanda le 16/8 les services de deux troupes de batellerie, pour une fête publique qui fit date. Au cœur du show, deux belles saltimbanques se dépouillèrent de leurs voiles, et passèrent tranquillement, voluptueusement en tenue d'Eve, « invitant les hommes », dit un témoin, « à venir les rejoindre sur

scène ». Hélas, une caméra traînait par là et quelques jours plus tard lors de la diffusion à travers toute la Chine, le reportage entraîna un déferlement de scandale bien pensant. Le but était pourtant tout, sauf lubrique : il s'agissait d'attirer le plus de gens possibles, dont les âmes soient autant émues que faire se pût. Ainsi, l'âme solitaire serait rassérénée, honorée et protégée des angoisses du glacial passage vers

l'univers de ses ancêtres. Nul n'aurait pu contester le progrès en cette fête, par rapport aux rites antiques, où les filles étaient non point dénudées et invitées à faire danser, mais enterrées vives, pour assurer les plaisirs d'outre-tombe du maître... La justice ne voulut rien savoir : 200 personnes, même des enfants avaient assisté à la « funéraire inconduite » ! Aussi la police, 24 h. après l'émission, procéda à l'interpellation des artistes qui n'en pouvaient mais,

et de leurs directeurs médusés. Au canton, en toute occasion de funérailles futures, les familles devraient déposer un agenda des cérémonies, 12 heures après le dernier soupir. Une ligne téléphonique fut ouverte pour recevoir les délations, avec prime de 30€ à la clé. A l'heure du trépas, voulait-elle dire, la jouissance n'est pas de mise (tu men da jue, 屠门大嚼) : « aux portes de la mort, manger joyeusement », ne se fait pas !

Le proverbe de la semaine

屠门大嚼

tu men da jue

aux portes de la mort, manger joyeusement »

Abréviations et sigles :

M: million, MM: milliard, ANP : Assemblée Nationale Populaire; CAAC: Chinese Aviation Administration Corp; CBRC: China Banking Regulatory Commission; G.E.E.: Grande Entreprise d'Etat; IATA: International Air Transport Association; IFC: Int'l Finance Corp.; OMC: Organisation Mondiale du Commerce; SEPA: State Environmental Protection Administration; UE: Union Européenne.

Le Vent de la Chine n° 27 (XI), un produit China Trade Winds (HK) LTD — Collaborateur principal : Eric MEYER, avec Nicolas SRIDI